



Député PRDS à l'Assemblée Nationale pour la circonscription électorale d'Aleg depuis 1996, Ismaël Ould Amar est le premier ingénieur mauritanien de l'École Centrale des Arts et Manufactures (France). Directeur de la Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM) d'avril 1972 à janvier 1979, il pilota l'opération de la nationalisation de la Miferma (Mines de Fer de Mauritanie) et la mauritanisation des cadres de la SNIM. Il sera assigné à résidence pendant six mois (en 1979) pour avoir déclaré à des organes de presse étrangers que si "les conditions générales le permettaient, (il ferait) en sorte de créer un parti politique".

Son nom a été souvent cité parmi les membres de l'aile civile du coup d'État du 10 juillet 1978. Une accusation dont il se défend. "Je n'ai pas été associé au putsch. J'ai même essayé d'empêcher les militaires de marcher sur Nouakchott en refusant de livrer le carburant avant que l'État ne me paie. Le ministre de la Défense m'a alors envoyé une réquisition. Et après avoir consulté l'avocat, j'ai dû me plier", déclare-t-il. Consultant international installé à Dakar jusqu'en 1983, Ismaël rentrera au pays pour créer une société de forages. Plusieurs fois sollicité pour des postes ministériels, il refusera les propositions parce que, dit-il, "l'organisation des pouvoirs ne (lui) convenait pas". Sans appartenance politique formelle, il rejoindra le PRDS en 1996, qui en fera son député à Aleg.

A l'annonce de la candidature de l'ancien Chef de l'État, Mohamed Khouna Ould Haidalla, il quitte son camp pour rallier celui qu'il considère comme "porteur d'un projet politique capable de sortir le pays de l'impasse". Désigné directeur de campagne du candidat, il a accepté de répondre franchement à nos questions sur ce projet politique, sur l'alternance en Mauritanie, sur les grands axes de la campagne et sur les accusations que lui fait porter son ancien parti.

## INTERVIEW

### Ismaël Ould Amar

Directeur de campagne du candidat Ould Haïdalla

*Je crois en la possibilité de l'alternance que je trouve nécessaire pour la Mauritanie et pour le président de la République. "19 ans de pouvoir, c'est trop"*



**Le Calame :** Vous êtes député PRDS depuis 1996 et pourtant vous avez rallié Ould Haidalla. Peut-on savoir les raisons qui ont motivé votre choix?

**Ismaël Ould Amar :** Mon choix est d'abord politique, nécessairement. Il est basé sur le projet politique qui a été annoncé par le président Haidalla et qui est suffisamment précisé dans sa déclaration de candidature. Moi, j'appuie des projets et ceux qui les portent. Et le président Haidalla est le seul qui ait eu le courage de reconnaître la nécessité du changement et des réformes démocratiques dans ce pays. Ayant eu ce courage et l'ayant déclaré, j'adhère pleinement au projet politique et à celui qui le porte. J'accepte de prendre la responsabilité de sa direction de campagne. Cette campagne doit porter sur un débat d'idées et l'objet de ce débat est clairement posé: Y a-t-il une crise politique dans ce pays ou non? J'ai entendu l'autre partie (le PRDS, NDLR) dire qu'il n'y a pas de crise, mais moi je dis que la crise est pro-

fonde et elle est d'abord politique, mais qu'elle est aussi économique et sociale et qu'une crise politique ne peut avoir de solution que par un projet politique. Il faut une nouvelle politique pour redresser la situation de ce pays.

Où est la crise? La crise se manifeste de nos jours par plusieurs éléments: l'augmentation des prisonniers politiques, le manque de dialogue avec toutes les tendances politiques. Elle l'est aussi dans d'autres éléments plus anciens et plus permanents: la disparition du sens du service public, l'absence de l'État, l'enrichissement illicite des corrompus et des corrupteurs, la disparition de l'égalité des chances des citoyens et des agents économiques pour l'emploi, les marchés publics, l'accès aux ressources publiques comme les devises, les licences de pêche, les facteurs de production, que ce soient des terres agricoles ou pour la construction industrielle. Cet ensemble d'ingrédients font une vraie crise politique et une crise économique.

# Ismaël Ould Amar, directeur de campagne du candidat Ould Haïdalla

Suite de une

La récente tentative de coup d'État n'a fait que révéler cette crise, mais en fait elle est plus profonde et plus ancienne. Mais où-a-t-elle sa source? Je considère que sa source est dans la Constitution de 1991.

Cette Constitution est la copie en gros de celle de la 5ème république française, qui est l'œuvre politique principale du général De Gaulle. Cette Constitution a été copiée et en la copiant, on l'a transformée en constitution bancaire puisque on y a détruit l'équilibre précaire qu'on pu réaliser le général De Gaulle et son premier ministre, Michel Debré. En supprimant les articles concernant le gouvernement et en rendant le premier ministre responsable devant le président de la République et devant l'Assemblée nationale, on a rendu les choses impossibles. Comme le dit le proverbe français: "on ne peut pas être au four et au moulin". Le premier ministre avec ses pouvoirs ne peut pas être responsable à la fois devant le président et devant l'Assemblée.

Finalement, qu'est-ce qu'ils pouvaient bien faire les premiers ministres qui se sont rendus compte que tous les pouvoirs du gouvernement ont été transférés au président de la République, qui dispose de tous les pouvoirs exécutifs?

Cette modification fondamentale a supprimé le rôle de l'assemblée nationale qui est devenue, avec le Sénat, un parlement croupion qui ne joue plus son rôle et qui ne peut pas le faire. Les députés, ne pouvant plus jouer leur rôle national, se sont finalement limités à défendre des intérêts personnels ou locaux. Cependant, il y a des personnalités remarquables dans l'assemblée, mais elles supportent une sorte de terrorisme intellectuel du PRDS répercuté par un président de l'Assemblée nationale élu pour cinq ans sans enthousiasme et sans concertation avec le groupe parlementaire, incapable finalement d'appliquer le règlement, de telle manière que les commissions parlementaires ne peuvent plus travailler et n'ont pas d'existence pratique. Le pouvoir personnel conduit à prendre des décisions non concertées, qui sont acceptées formellement par les institutions mais que le pays et le peuple n'acceptent pas. Et c'est ce manque d'adhésion aux décisions politiques qui fait la crise et qui fait qu'elle s'est développée au cours des années passées; un développement en dents de scie, c'est-à-dire qu'elle baisse lorsqu'on trouve des solutions aux critiques d'ordre tribal ou corporatiste et elle augmente lorsqu'on ne trouve pas de solution aux critiques et aux mécontentements.

Pour résoudre cette crise, il faut changer de politique et le projet de changement politique est celui qui est présenté actuellement par le candidat Haidalla, qui est en train de constituer une nouvelle force politique autour de ce projet. Enfin, cette force politique ne souhaite l'exclusion de personnes. Elle est constituée d'hommes et de

femmes qui viennent de divers horizons politiques, du PRDS, de l'opposition etc. Ce qui est recherché par le candidat Haidalla et par son équipe, c'est de réaliser le rassemblement de toutes les forces populaires pour permettre la victoire de ce projet politique.

**Comment avez-vous vécu ce changement de camp? Avez-vous été l'objet de pressions tribales ou familiales?**

Je n'ai fait l'objet d'aucune pression. D'abord je n'ai consulté personne, ni ma famille, ni mes amis politiques locaux. Par contre, je me suis consulté avec des personnalités qui partagent avec moi la même vision et la même connaissance de la situation politique actuelle et de son évolution. C'est seulement après l'annonce du soutien à cette candidature que ma famille a été informée, et j'ai dû, en réunion avec mes amis politiques au Brakna et en particulier dans la commune de Male, expliquer pleinement les raisons de mon choix. Je suis heureux qu'autant ma famille que mes amis politiques comprennent ce choix et y adhèrent complètement.

**Croyez-vous sincèrement à la possibilité d'une alternance en Mauritanie?**

Non seulement **نعم** et **نعم** mais on considère nécessaire. Nécessaire pour la Mauritanie et pour le président de la République, Maouya. C'est dans son intérêt et dans l'intérêt du pays que j'adhère à ce projet pour permettre un changement pacifique. 19 ans de pouvoir, c'est trop dans les conditions de l'exercice du pouvoir au cours des dernières années. L'alternance pacifique me paraît nécessaire pour éviter toute autre possibilité dangereuse pour le pays et pour le pouvoir. Si on regarde l'histoire politique depuis l'indépendance, - qu'est-ce qu'on constate? On constate que d'une façon bizarre, c'est seulement au cours du régime d'exception militaire qu'il y a eu deux cas d'alternance pacifique au niveau du poste de chef de l'État: entre Moustapha Ould Mohamed Saleck et Mohamed Mahmoud Ould Louly et entre ce dernier et Ould Haidalla.

Pourquoi c'est seulement dans les régimes militaires qu'on trouve une alternance pacifique? Je crois que c'est parce que la charte militaire posait le principe de la collégialité qui permettait le passage pacifique du pouvoir, lorsque le prétendant à la fonction suprême arrivait à obtenir suffisamment d'appuis au sein du comité militaire.

Ces conseils militaires qui ont permis l'alternance pacifique ont été suffisamment sages. Par contre, nous avons deux cas d'alternance non pacifique qui n'ont pas provoqué de morts, heureusement, mais qui se sont réalisées sans l'accord du président en

exercice. D'abord en juillet 1978, où l'alternance a été violente et ce fut un drame pour le président et sa famille; ses soutiens et ses laudateurs aussi qui ne savaient pas comment retourner leurs vestes. Pourquoi est-on arrivé à cette extrémité? C'est l'exercice solitaire du pouvoir qui en était la cause puisque Mokhtar n'avait pas senti la nécessité du changement. Pourtant ce président, qui avait une connaissance exquise des structures sociales de la Mauritanie et dont la sagesse est légendaire, avait eu une occasion exceptionnelle lorsqu'il avait nationalisé la MIEERMA et obtenu le soutien de tout le peuple mauritanien pour proposer, les changements politiques nécessaires pour une ouverture démocratique. Des personnalités politiques et des jeunes regrettaient à ce moment là que Mokhtar n'ait pas eu le courage de procéder aux changements.

La deuxième raison pour laquelle le changement s'est fait par coup d'État est que le système d'alternance possible était devenu inopérant. Pourquoi? Constitutionnellement, il y avait une élection présidentielle tous les 5 ans, mais il n'y avait aucune possibilité d'alternance à cause du parti unique qui a gangrené la situation. Le syndicat était rattaché au parti unique ainsi que l'armée et la Cour suprême.

Le deuxième cas de figure où il y avait une alternance violente c'était le 12 décembre 1984, malgré la charte militaire qui permettait le consensus. Mais ce consensus a été supprimé par Haidalla, sans doute pas par lui-même mais par son entourage. La première chose qu'il faut constater est qu'à chaque fois qu'il y a une alternance violente, il y a une explosion populaire de joie. Ceux qui applaudissaient la veille se transformaient en laudateurs du nouveau pouvoir.

Cette explosion de joie a un double sens: c'est à la fois une sanction du précédent et une mise en garde au suivant. Sanction claire parce que le peuple désapprouve les pratiques du pouvoir de l'ancien, et mise en garde au nouveau qui doit éviter de faire la même chose. C'est la même mise en garde qui a été adressée aux militaires en 1978 et à Maouya en 1984. Comment peut-on comprendre qu'on organise une alternance violente et qu'on met en place finalement, au cours des années, le même système de pouvoir qu'on avait mis hors jeu?

Le président Haidalla est le seul qui ait eu à reconnaître que les problèmes politiques, économiques et sociaux de la Mauritanie proviennent de l'exercice solitaire du pouvoir et le pays a intérêt à sortir de cette pratique et de cette culture, pour éviter que continue la dangereuse autre culture, celle des coups d'État. Il faut sortir de ces cultures pour mettre en place un nouveau dispositif constitutionnel organisant les relations politiques dans notre pays.

**Est-ce que vous avez déjà une idée des grands axes de votre campagne? Comment va-t-elle s'organiser et comment comptez-vous la financer?**

Notre campagne va être organisée de façon très claire. Nous voulons un débat d'idées et nous voulons éviter absolument l'autre alternative, celle des invectives que l'autre partie a déjà commencée. Nous n'avons aucune intention d'accepter d'aller dans cette voie.

Nous ne répondrons à aucune invective ni à aucune insulte, laissant aux autres le soin de s'y mettre comme ils veulent. Notre débat est un débat politique d'idées et notre projet clair. C'est le projet qui permet une réforme démocratique de notre système politique, et j'ai entendu et lu certaines remarques disant que le candidat Haidalla est venu avec seulement un projet politique. Il n'a pas parlé d'économie, de social, dit-on. C'est la preuve d'une mauvaise compréhension du problème en jeu. Il faut un projet politique pour mettre en place un cadre de travail. Les politiques économiques et sociales ne peuvent être déterminées que dans un cadre institutionnel et légal déterminé. Des politiques de gouvernement seront déterminées: agricole, sanitaire, éducative, l'organisation des relations de production entre employeurs et employés, une politique permettant l'égalité des chances devant l'emploi. Ce sont toutes ces politiques que nous établirons lorsque les conditions de formation d'un nouveau gouvernement dans le nouveau cadre institutionnel seront remplies. Le président vient avec des orientations claires dans le domaine politique et dans le domaine social. Dans notre projet politique, le président Haidalla et son équipe qui le soutient ne veulent pas d'un président de la République qui soit gestionnaire. Nous ne voulons pas que le président gère les affaires publiques qui doivent être du ressort d'un gouvernement responsable devant les représentants du peuple, parce que les politiques doivent être décidées par ces représentants après avoir été élaborées et présentées par un gouvernement responsable.

En ce qui concerne le financement, la campagne est financée par les donateurs qui doivent faire l'équilibre. S'ils font des dons au candidat Maouya, ils doivent faire les mêmes dons au candidat Ould Haidalla. C'est un équilibre naturel qui doit se faire. C'est ce que nous comprenons.

**Pensez-vous qu'ils le feront?**

Ils ont intérêt à le faire parce que c'est la nature des choses.

**Si les partis politiques décident de ne pas vous soutenir, croyez-vous que vous serez capables de gagner l'élection sans leurs voix?**

J'ai dit tout à l'heure que Haidalla

veut rassembler. C'est le rassemblement qui compte. Les partis politiques ont des positions. Le projet politique de Haidalla constitue une réponse à une demande populaire de changement. Personne parmi les observateurs et ceux qui s'intéressent à l'évolution politique de la Mauritanie ne peut nier qu'il y a une demande populaire considérable pour le changement politique. Les partis existants et notamment de l'opposition sont demandeurs de ce changement politique, et je ne vois pas pourquoi ils ne répondent pas favorablement à cette demande de rassemblement présentée par Haidalla. Ensuite, ce n'est pas seulement les partis d'opposition, c'est le PRDS lui-même qui ne sera plus jamais comme il était. Il faut attendre simplement les jours et les semaines qui passent pour savoir qui se réduira à une peau de chagrin.

**Pensez-vous que Ould Taya va jouer le jeu, que le système se laissera faire pour qu'il ait des élections transparentes?**

Pourquoi ne le ferait-il pas? C'est lui qui, le premier, a fait entrer la Mauritanie dans un système démocratique. Il est ce qu'il est. Il a ses insuffisances, mais il vaut mieux que ce qui existait, à savoir le régime d'exception. Celui qui est le père d'une constitution ne doit pas refuser le jeu démocratique.

**Et si les élections se déroulaient normalement, reconnaitriez-vous la victoire de Ould Taya s'il gagne?**

Absolument. Nous reconnaitrions la victoire de celui qui gagne, mais la question doit être surtout posée à l'autre partie parce que selon notre compréhension de la demande populaire de changement, c'est plutôt Haidalla qui va gagner. Et nous souhaitons que le président Maouya, en toute sincérité, reconnaisse la victoire de Haidalla.

**Votre ancien parti, le PRDS, a commencé une véritable campagne contre vous en vous accusant, entre autres, d'avoir "trahi" vos électeurs. Que leur répondez-vous?**

C'est une vieille querelle entre les secrétaires généraux du PRDS et moi. Ces messieurs considèrent que les électeurs sont ceux du PRDS. Pour ma part, je considère qu'ils sont les électeurs des candidats à l'assemblée nationale, y compris moi-même. J'avais protesté à la fin des dernières élections parlementaires en disant que les mauvaises décisions du secrétaire général du PRDS nous ont enlevé une partie de notre électoral, et non celui du PRDS. Nous verrons d'ailleurs sur place comment les choses vont se passer, s'ils vont voter pour Maouya ou pour Haidalla.

Propos recueillis par  
**AHMED OULD CHEIKH**